

Dénouciatiu de l'accord collectif, mariage ou funérailles ?



Le 10 juillet dernier, la présidente de France Télévisions, nouvellement réélue pour un 3^{ème} mandat, a dénoncé les accords d'entreprise.

Une manière très particulière de nous souhaiter de bonnes vacances.

Un an auparavant, nous avions été élus « champions du monde » de la couverture médiatique des JO de Paris.

Et pour nous récompenser de ce magnifique engagement sans faille... la direction décide de jeter à la poubelle ce que les organisations syndicales ont âprement négocié pour nous protéger.

Avec cette attaque directe contre les salariés, la direction fait le choix de mettre en place une stratégie guidée par un pouvoir politique affaibli, au lieu de défendre le sens même de notre mission de service public.

Car à quoi sert cet accord ?

A fixer les règles, à nous protéger contre les injonctions contradictoires et le management toxique, à harmoniser notre vie privée/vie professionnelle, à sanctuariser nos métiers donc nos compétences, mais aussi à maintenir nos rémunérations à un niveau décent, face aux attaques du monde libéral qui n'a qu'une seule obsession : rendre de moins en moins chers les coûts de production pour en tirer un maximum de profits, à partager entre de moins en moins de gens.

Pour faire court : c'est notre bouclier contre les dérives managériales et les pressions politiques.

Nous rendre plus économiques ne sert à première vue qu'un seul objectif : obéir à l'État pour qu'il puisse diminuer les dotations à notre égard.

Mais est-il raisonnable de penser qu'il peut nous réserver un autre destin bien plus funeste ? Par exemple nous rendre « low cost » pour que l'on devienne plus facile à privatiser.

Si nos indemnités de départ sont réduites, un plan social coûtera moins cher au repreneur.

On appelle ça dans le monde machiste des affaires « préparer la mariée ».

Ce n'est pas la 1^{ère} fois que l'État sacrifie les bijoux de famille, des bijoux toujours vendus à perte à des copains milliardaires de préférence, une sorte de rétro commission des services rendus pour accéder au pouvoir. L'histoire est pleine de précédents.

C'est peut-être ça le projet de madame Ernotte : nous rendre privatisables. Plus on sera petit, plus on sera faible, et plus on sera « bankable ».

Entre les filiales (FTV Studio, France TV Cinéma, France TV Distribution) et les marques (La Fabrique, ICI, Culture Box), tout est déjà étiqueté, posé sur l'étagère prêt à mettre dans le caddie.

Il n'y a plus qu'à ouvrir la boutique et passer à la caisse !

Avec l'incertitude politique du pays, un parti ouvertement xénophobe et populiste peut accéder au pouvoir dans quelques mois. Ils l'ont dit et redit : nous sommes dans leur collimateur, notre sort sera scellé en une après-midi parlementaire avec la bénédiction de la très grande majorité des Français tellement ils auront vu nos antennes détournées pour des destins personnels.

Le risque politique est bien réel, il pourrait accélérer la disparition du service de l'audiovisuel public tel qu'on le connaît.

Mais comment résister ?

« Les Français veulent une télévision qui ne soit pas une copie de ce qui se fait dans le privé, que nos antennes ne soient pas une multiplication de jeux télévisés, de vieilles idées recyclées ou que nous n'allions pas débaucher des propagandistes dans les poubelles du paf pour animer des débats poujadistes sur notre chaîne toute info. Nous faire ressembler à la concurrence c'est nous faire disparaître ».

Madame Ernotte et Monsieur Sitbon ont beau vanter le modèle « de la BBC à la française » pour nous faire avaler toutes leurs réformes, la stratégie d'économie à tout va qu'ils envisagent nous conduit droit vers un autre destin, bien moins reluisant, celui de devenir le « PBS américain », le service public de télévision outre atlantique.

Vous ne le connaissez pas ? Normal, et pourtant il existe, mais... il est invisible et inaudible, et tellement à court de budget que ce sont des entreprises privées qui en financent les programmes.

Vous pensez qu'on exagère ? On aimerait bien ! Mais non, nous n'exagérerons pas, nous alertons ! Le risque est réel. L'enjeu n'est pas de faire peur, mais de mobiliser. Refuser le chacun pour soi. Ne pas se laisser diviser par la direction.

Et que dire de cette envie soudaine de « conversation » avec les salariés, si ce n'est que cela ressemble à une parodie de dialogue social ? On notera au passage le calendrier.

Difficile d'y voir autre chose qu'une tentative de division et de contournement des syndicats en opposant dans chaque négociation des arguments sortis de sa plateforme magique, sans aucun moyen de vérification en prétendant savoir que les salariés veulent plus de souplesse, de flexibilité dans leur travail, globalement « la liberté ».

Pour conclure, je reprendrai la phrase d'Henri Dominique Lacordaire, moines, dominicains et députés de la constituante en 1848 qui siégeait à l'extrême gauche :

« Entre le faible et le fort, c'est la loi qui protège et la liberté qui opprime »

Paris, le 17 septembre 2025